



## **Un appel contre l'échec scolaire**

Par Stéphane Beaud, Boris Cyrulnik, Marcel Détienne, Vikash Dhorasoo, Marie Duru-Bellat, Annie Ernaux, Didier Fassin, Stéphane Hessel, Christophe Honoré, Axel Kahn, Abd al Malik, Annette Messenger, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Elisabeth Roudinesco, Marcel Rufo, Lydie Salvayre...

# **L'école, un devoir**

**ÉDITORIAL**  
Par **PAUL QUINIO**

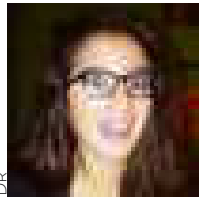
## Antidote

L'école, encore l'école, toujours l'école! La crise économique et sociale va imprimer sa marque déprimante sur les cent jours qui nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle. Et l'emploi, comment pourrait-il en être autrement, reste la priorité numéro 1 des Français. L'euro, la dette, les chiffres du chômage, le pouvoir d'achat vont continuer de rythmer la campagne. Et il est à craindre que le mot «priorité» qui sera employé par tous les candidats quand il s'agira de parler de l'école ne sera qu'un mot. Et pourtant, comment ne pas considérer, comme la cinquantaine de personnalités qui ont signé l'appel de l'Afev relayé par *Libération* et France Info, que l'école a besoin d'un pacte national pour lutter contre l'échec scolaire? Pas seulement pour s'alarmer, car ils sont alarmants, des chiffres d'élèves en souffrance ou en situation d'échec. Pas seulement pour constater, amer, que l'école est devenue une fabrique à produire des inégalités. Pas pour cracher sur une institution, l'Education nationale, qui souffre moins d'inertie que d'avoir accumulé les réformes depuis des années sans disposer de boussole. S'il faut sauver l'école, c'est parce que les valeurs républicaines qui continuent de bien lui aller au teint restent les meilleurs antidotes aux valeurs de compétition permanente et d'individualisme qui nourrissent depuis des années les dérives du libéralisme. Elles ont mené nos économies dans le mur. Elles emporteront le vivre-ensemble de nos sociétés avec. Le chacun pour soi, dans les cours de récréation, à la maison à l'heure des devoirs, mais aussi – il faut le reconnaître – dans les salles des profs, gangrène l'école. L'appel aux candidats que nous publions aujourd'hui ne veut pas s'y résoudre.

**LEILA** 19 ans, en première au microlycée de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

«On m'a dit que je n'avais pas le niveau»

«A la fin de ma seconde, on m'a orientée en bac pro secrétariat. J'avais pourtant redoublé ma seconde pour passer en ES [économique et sociale, ndlr] ou en STG [sciences et technologie de la gestion]. Mais on m'a dit que je n'avais pas le niveau. Au moins, j'aurais voulu faire ventes, car le commerce, ça m'a toujours plu. Mais on m'a dit : "Il n'y a pas de place, c'est ça ou rien." J'ai beaucoup séché. Et j'ai tout arrêté en mai 2011. L'année d'avant, j'avais perdu mon père. Mais le système est mal fait. L'élève est



stigmatisé avec ses notes et son comportement en classe. Et il est mis dans un bloc. Or il a une vie dehors. Mais on oublie que c'est aussi une personne. Et on ne l'aide pas. Après, quand il est déscolarisé, on lui donne des adresses et on le laisse. J'ai cherché toute seule. On voulait me proposer de l'alternance. Mais moi, je voulais rejoindre la voie générale. Heureusement j'ai trouvé le microlycée. Je veux être avocate mais avocate d'affaires à cause de mon goût pour le commerce.»

Recueilli par **VÉRONIQUE SOULÉ**

**THÉO** 12 ans et demi, en cinquième au collège Jean-Moulin à Rodez (Aveyron).

«J'ai envie de dormir, ça me fatigue»

«Je n'aime pas l'école. Depuis toujours. Je n'aime pas apprendre. Ce que disent les professeurs, ce n'est pas intéressant. A part savoir lire et écrire, ce n'est pas important. J'aimerais apprendre des choses plus dynamiques. En plus, j'ai des difficultés dans certaines matières. La seule que j'aime, c'est le sport, là où je suis le plus fort. La SVT et la physique-chimie, ça va aussi. C'est plus facile que le français, les maths ou l'anglais. Comme je n'aime pas, je m'ennuie. Je rêve en classe. Je me sens plutôt ailleurs.



J'ai envie de dormir. Ça me fatigue. Je n'écoute pas. Souvent, je désine. Les professeurs me disent d'être plus attentif. Quand je me tiens la tête avec le bras, ils me demandent d'arrêter. Ils sont pénibles quand ils donnent du travail. Le soir, j'aimerais bien m'amuser mais je ne peux pas à cause des devoirs. L'école, je n'y vais que parce que je suis obligé et pour retrouver les copains. Plus tard, je voudrais être menuisier. Dès que je peux, je fais un stage. Et je quitte l'école.»

Recueilli par **MARION GARREAU**

# Présidentielle: l'échec

Un appel signé par 52 personnalités demande aux candidats de s'engager à lutter contre les graves défaillances du système éducatif.

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**  
Photo **BRUNO AMSELLEM**.  
**SIGNATURES**

«**J**e prends un engagement devant vous : nous allons diviser par trois, d'ici à la fin de la mandature, le taux d'échec scolaire à la fin du CM2», avait promis Nicolas Sarkozy le 15 février 2008. On aurait aimé le croire. Mais, quatre ans plus tard, l'échec scolaire est plus que jamais un fléau en France avec son lot de redoublants et de «décrocheurs». Notre pays figure même comme l'un des plus mal placés dans les comparaisons internationales.

«**DÉBAT.** Convaincue de l'urgence d'en finir avec un système qui s'occupe avant tout des meilleurs et oublie les moins bons, l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville), qui suit des jeunes en difficulté dans les quartiers, lance aujourd'hui un «pacte

national contre l'échec scolaire» (lire page ci-contre). Signé par 52 personnalités et 8 organisations – dont trois syndicats (le Snuipp, le SE-Unsa et le Sgen-CFDT) et la première fédération de parents d'élèves (la FCPE) –, le texte va être présenté à tous les candidats à la présidentielle afin qu'ils s'engagent personnellement à faire une priorité de la lutte contre l'échec scolaire. «*Ce ne sont pas des mesures, ni même des réformes aussi audacieuses soient-elles, qui suffiront à redonner à l'éducation son rôle premier*», estime l'Afev, il faut redéfinir «ensemble un modèle éducatif». Et, pour cela, «un débat de fond» est indispensable. Les chiffres sont cruels pour la France. Entre 2000 et 2009, selon l'OCDE, la proportion d'élèves de 15 ans en grande difficulté est passée de 15% à 20%. De plus, l'écart de niveau entre le groupe des meilleurs – l'«élite» que l'école française continue de produire – et celui des plus faibles – qui sont toujours plus nombreux – s'est accru. Pire : la France est aujourd'hui l'un des pays où les inégalités sociales pèsent le plus dans la réussite scolaire. Alors que de nombreux pays arrivent à donner leurs chances à tous, en France, les enfants de milieux défavorisés ont moins de chances que les autres d'être parmi les «bons». «*La France, 5<sup>e</sup> puissance mondiale, connaît un échec scolaire massif qui se traduit*

par la sortie du système éducatif de 150 000 jeunes sans diplôme chaque année, commence le pacte de l'Afev. Fortement inégalitaire, cet échec scolaire menace la cohésion sociale à une époque où la réussite scolaire est un sésame de plus en plus indispensable à l'insertion sociale.» L'Afev donne trois pistes pour surmonter le problème. D'abord, il faut «en finir avec l'amalgame entre effort et souffrance». L'école ne pense pas assez au bien-être des élèves, regrette-t-elle, rejoignant de nombreux experts, et la pression sur les familles enfonce davantage les plus faibles. «**ORIENTATION.** Ensuite, écrit l'Afev, il faut «réinventer le collège unique» : la rupture est trop brutale entre le CM2 et la sixième, et ce sont encore les élèves les plus fragiles qui se perdent. Enfin, l'association demande un «grand plan» pour la filière professionnelle, encore trop souvent une option par défaut pour des élèves jugés incapables de suivre la voie noble du général. Et trop de jeunes s'y voient en outre imposer des spécialités qu'ils n'ont pas choisies et, découragés, ils vont grossir les rangs des «décrocheurs», souligne l'Afev qui réclame «une orientation choisie». Des propositions qui feront débat alors que le président-qui-n'est-pas-candidat vient d'exposer une vision très politique de l'école. ♦

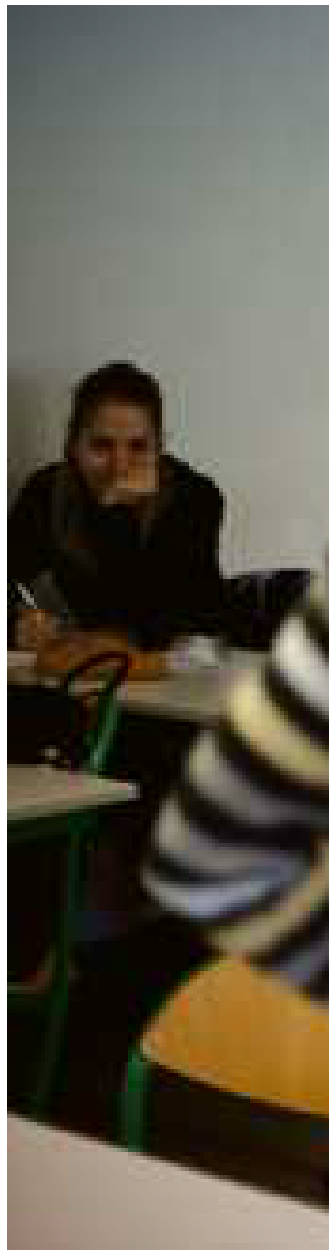
### L'ESSENTIEL

#### LE CONTEXTE

52 personnalités ont signé un appel pour faire de la lutte contre l'échec scolaire une priorité nationale.

#### L'ENJEU

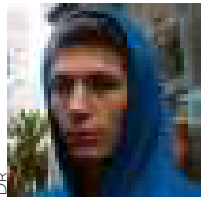
La proportion d'élèves de 15 ans en situation d'échec ne cesse d'augmenter et atteint désormais 20%.



**ARTHUR** 17 ans, en première au microlycée de La Courneuve.

«Chaque année, je passais limite»

«J'ai des capacités mais j'ai jamais travaillé. J'ai même été perturbateur. Mes parents ont divorcé, peut-être que je voulais attirer leur attention comme ça.



Chaque année, je passais limite. Jusqu'en troisième où j'ai redoublé. A l'été 2010, avant la seconde, mon meilleur ami est parti à New York. J'ai perdu la seule personne à qui j'arrivais à me confier. En plus, je me suis blessé au rugby. J'ai dû rester trois mois à la maison. J'ai fait une déprime. La seconde, je n'y suis pas allé sou-

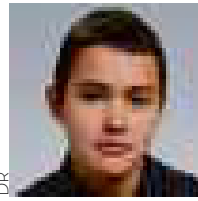
vent. Sans mot d'excuse, les profs m'excluaient. J'avais des mauvaises notes. Et c'est dur d'en parler à ses parents, on a peur de les décevoir. Les profs, eux, disent qu'ils ne sont pas des assistantes sociales. En avril-mai, j'ai lâché. Je voulais faire une école de sport mais ça n'a pas marché. A la rentrée, j'ai trouvé le microlycée [pour les décrocheurs, ndlr] et ça m'a tout de suite plu. Là, tout le monde a son histoire. J'ai l'impression de passer de l'ombre à la lumière.»

Recueilli par V.S.

**BASTIEN** 15 ans, en troisième au collège République à Nanterre (Hauts-de-Seine).

«C'était pénible de ne pas y arriver»

«Aujourd'hui, ça va mieux. J'ai eu 11,5 de moyenne au premier trimestre. Mais, pendant tout le primaire, je n'avais que des mauvaises notes. Du coup, j'aimais pas trop l'école. Ça a commencé au CP. Je n'arrivais pas à apprendre. Le soir à la maison, ma mère me faisait travailler. Mais je ne comprenais rien. C'était pénible de ne pas y arriver. On oublie un peu. Je crois que c'est parce que je ne travaillais pas assez. On était beaucoup en classe. Il y avait trop d'élèves et les professeurs ne pouvaient pas



m'aider. J'ai redoublé mon CP, puis ma sixième. Depuis que je suis au collège, chaque mardi, j'ai un étudiant de Zup de Co [une association de soutien scolaire pour des familles défavorisées, ndlr] qui me fait travailler sur ce que je n'ai pas compris. Le mercredi, je viens à l'Afev pour travailler sur l'orientation. Avant, je voulais être photographe dans la marine. Aujourd'hui, je ne sais plus. Mais, même si je ne sais pas encore la spécialité, je voudrais aller en "pro" après le collège.»

Recueilli par V.S.

## REPÈRES

### POUR UN PACTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

«La France, 5<sup>e</sup> puissance mondiale, connaît un échec scolaire massif qui se traduit par la sortie du système éducatif de 150 000 jeunes sans diplôme chaque année. [...] Il faut aujourd'hui définir ensemble le modèle éducatif que nous souhaitons. C'est l'un des enjeux des prochaines élections. [...]

Notre système a pour particularité de placer un nombre très important d'enfants en situation de souffrance. [...] Le bien-être et la sérénité des élèves sont indispensables aux exigences de la performance scolaire. [...] Difficultés d'enseigner, tensions entre élèves, multiplication des processus de décrochage scolaire: le collège cristallise les difficultés du système éducatif français. [...] Il doit être repensé comme le prolongement de l'école primaire afin que chaque élève en sorte avec les compétences nécessaires pour son futur parcours. [...] L'enseignement professionnel accueille un tiers des lycéens. Mais l'orientation en «pro» a trop longtemps été envisagée comme une option par défaut réservée aux élèves «non qualifiés» pour les filières d'enseignement général. [...] Il faut améliorer les conditions d'accueil, élargir l'offre de filières, moderniser le matériel.»

◆ SUR LIBÉ.FR

L'intégralité de l'appel et la liste des 52 personnalités et 8 organisations signataires.

## Afev

L'Association de la fondation étudiante pour la ville mobilise 7 000 étudiants qui suivent des jeunes en difficulté scolaire dans plus de 300 quartiers.



Le pacte de l'Afev est aujourd'hui au menu de la Matinale (7 h 45), du Zoom (10 h 45) et de la chronique d'Emmanuel Davidenkoff (11 h 50).

# scolaire au programme



Au Lycée de la nouvelle chance à Villeurbanne (Rhône), en décembre. L'établissement accueille depuis 2002 de jeunes adultes qui ont décroché.



Au Lycée de la nouvelle chance, à Villeurbanne, en décembre.

PHOTO BRUNO AMSELLEM.  
SIGNATURES

Le Lycée de la nouvelle chance accueille depuis 2002 des 18-25 ans qui veulent reprendre leurs études.

## A Villeurbanne, les jeunes adultes en décrochage évacués des voies de garage

**D**éborah Darcet n'en veut pas à l'institution scolaire. Pourtant, elle a perdu de précieuses années. A 21 ans, elle est en terminale. Et n'a pu réaliser son rêve : «Travailler dans la petite enfance, dans une crèche ou une école maternelle.» Jusqu'en troisième, elle a suivi une scolarité normale. Elle choisit néanmoins de quitter l'enseignement général. «Je ne me sentais pas capable de continuer. Je me disais que ça allait être trop dur pour moi.» Et surtout : «Je savais ce que je voulais faire plus tard.» Elle opte pour un BEP sanitaire et social. Un conseiller d'orientation l'aide à choisir un lycée. Sa scolarité se passe bien. Son diplôme obtenu, Déborah Darcet peut poursuivre ses études ou les arrêter. «J'ai postulé pour un bac sciences médico-sociales, mais je n'ai pas été acceptée.» Elle quitte l'école, cherche du travail. «J'ai fait des petits boulots, du baby-sitting par-ci par-là. Je me suis rendu compte qu'un simple BEP ne suffisait plus.»

**Parcours.** Après une année de galère, Déborah Darcet intègre le Lycée de la nouvelle chance (LNC) basé dans les locaux du lycée Magenta de Villeurbanne (Rhône). La mission de cet établissement unique en France, qui a ouvert en septembre 2002, est le «rac-

crochage scolaire» des jeunes de 18 à 25 ans ayant quitté le système sans solution. Fini la petite enfance, le LNC propose deux bacs pro : secrétariat et comptabilité. En 2010, Déborah Darcet a décroché son BEP comptabilité. Elle va passer le bac en juin, puis pourra préparer, si elle le souhaite, un BTS.

Quel bilan fait-elle de son parcours scolaire ? «Quand j'ai été refusée au bac sciences médico-sociales, j'aurais pu faire d'autres demandes. Si je n'avais pas arrêté, j'aurais déjà un bac. Mais c'est comme ça, et je suis contente d'avoir eu une deuxième chance.» Déborah Darcet se plaît au Lycée de la nouvelle chance.

**REPORTAGE** «C'est pas démotivant comme un lycée classique, où on n'a que des cours. Le fait que je sois aussi en entreprise me casse ma semaine. Je travaille chez un traiteur, dans la partie comptabilité, ça se passe super bien.» Elle apprécie aussi la qualité des relations avec les enseignants. «Ils nous traitent comme des adultes. C'est vrai qu'on est assez matures.»

«Le fait que ces élèves aient galéré jusqu'à trois-quatre ans est vraiment un plus, note Jean-Pierre Maréchal, le proviseur. Ils ont une envie énorme de s'en sortir. Je suis frappé par leur maturité.» L'objectif de rattrapage scolaire affiché par le LNC semble fonctionner : «Nous

avons en moyenne 90% de réussite aux examens sur les neuf ans», déclare Christian Terras, chargé de ce dossier au rectorat de Lyon.

Côté moyens humains, le LNC est plutôt gâté. Il dispose d'un poste et demi de coordinateur financé par le rectorat. Secondé par une enseignante, Fabrice Ducoté organise le recrutement des stagiaires, fait le lien avec les entreprises partenaires, joue un rôle de «personne ressource pour les professeurs et les élèves». Cela profite aux 84 élèves du LNC mais aussi à leurs 327 camarades du lycée Magenta. Ce lycée professionnel prépare aux bacs et BTS secrétariat et comptabilité. «L'inscription dans la durée du dispositif LNC, qui était expérimental et apporte des pratiques innovantes, a un effet sur la formation initiale. C'est un déclencheur de diffusion de bonnes pratiques sur l'ensemble de la structure», affirme Christian Terras. Les élèves du Lycée de la nouvelle chance étant à la fois plus mûrs mais aussi «très fragiles», leurs enseignants doivent «faire un travail de veille permanent». «Ces pratiques plus fines se répercutent sur tout l'établissement», confirme Jean-Pierre Maréchal.



Pour éviter l'échec scolaire, les enseignants de Magenta utilisent les mêmes techniques que leurs collègues d'autres établissements : «Accompagnement personnalisé, tutorat et cellule de veille», résume Jean-Pierre Maréchal. Cette cellule réunit tous les quinze jours le

proviseur, le psychologue, l'assistante sociale et des enseignants : «On suit les élèves déjà repérés en classe à cause d'un absentéisme important ou d'un désintérêt manifeste», explique Jean-Pierre Maréchal. **Pédagogie.** Parfois, l'équipe est impuissante : «30% à 40% des jeunes qui quittent le système scolaire le font pour des raisons économiques, parce qu'ils jouent un rôle de soutien de famille», explique le proviseur. Parfois, la solution adoptée est radicale : «Quand on sent qu'un élève n'en peut plus, on le sort de la classe pendant une à deux semaines en l'envoyant en entreprise.» Cette pédagogie semble porter ses fruits. «Au niveau des résultats au bac, on est parmi les meilleurs. On a 100% de réussite en comptabilité et 94% en secrétariat.»

De notre correspondante à Lyon  
**CATHERINE COROLLER**

François Dubet, sociologue, insiste sur la priorité à réformer le système éducatif actuel :

# «Notre tolérance à l'échec scolaire n'est plus la même»

Le sociologue François Dubet, signataire de l'appel, explique pourquoi faire une priorité de la lutte contre l'échec scolaire est aujourd'hui si important en France.

## La lutte contre l'échec, n'est-ce pas le rôle de l'école ?

Le but de l'école est en effet d'instruire tout le monde. Mais ce n'est pas nécessairement une priorité. Pendant très longtemps, l'école s'est d'ailleurs assez bien accommodée de l'échec scolaire. Les cancras, les «pas doués», ceux qui n'avaient pas la bosse des maths, n'étaient pas une priorité, car dans l'école de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République ne pas avoir réussi n'empêchait pas ensuite d'avoir du travail et de vivre convenablement.

Aujourd'hui, l'emprise des diplômes sur le destin des individus est telle que l'échec scolaire est une tragédie. D'où l'anxiété

des parents – «*si mon enfant ne réussit pas, c'est l'annonce de grandes difficultés sociales*» – qui nourrit le marché scolaire alternatif. La signification de l'échec scolaire a ainsi complètement changé. De plus, quand un enfant entre en maternelle, c'est a priori pour aller jusqu'à bac, voire plus. S'il est en échec à ce moment-là, tout le cursus risque ensuite d'être marqué par des redoublements, l'orientation... Notre tolérance à l'échec scolaire n'est plus du tout la même.

## Mais n'a-t-on aucun dispositif pour lutter contre l'échec ?

Notre système n'est pas vraiment armé. C'est tout le sens de l'appel : il faut en faire une priorité. Car l'échec scolaire se construit très tôt. La France a beaucoup plus d'enfants en échec précoce que ne le supposeraient ses inégalités sociales – des pays plus inégalitaires comme le Canada,

la Grande-Bretagne, la Hollande en ont moins. Or, les moyens accordés à l'école élémentaire par rapport au collège et surtout au lycée sont bien moindres qu'ailleurs.

Il faut d'abord allouer davantage de ressources à l'école élémentaire. Il faut aussi se décider à former les maîtres comme des professionnels de l'enseignement. Or, avec la dernière réforme, on a pris le modèle du compagnonnage – les anciens expliquant aux jeunes comment faire... Il faut ensuite rapprocher l'école élémentaire du collège et créer une sorte d'école commune avec des enseignants mieux préparés. Dernière chose : lutter contre l'échec ne veut pas dire, comme on le fait, identifier précocement les élèves en difficulté pour les diriger vers des dispositifs de soutien spécifiques. La solution est plutôt de traiter leurs difficultés au sein même de la classe.

Au fond, notre école s'est «massifiée», mais elle reste dominée par un modèle de production des élites. Tout le monde est contre l'échec scolaire, mais cela ne suffit pas...

## Comment le définir ?

Pour une famille de la classe moyenne supérieure ayant de grandes ambitions pour ses enfants, ne pas être dans le premier tiers de la classe dans un établissement un peu chic, c'est déjà un échec scolaire – alors que dans l'école d'un quartier compliqué il serait plutôt un bon élève. Il y a aussi des gens qui ne se consolent pas d'avoir raté l'agrégation... Mais il s'agit

d'échec relatif et il y en aura toujours. En réalité, l'échec scolaire, ce sont les enfants qui ont des décrochages cognitifs : à un moment, ils n'entrent plus dans les apprentissages. Les tests le montrent bien : 15% à 20% des élèves arrivant en sixième ne parviennent pas à lire un texte et à le comprendre simultanément. Cela signifie qu'ils seront condamnés aux queues de classe, aux redoublements, à la sortie sans diplôme, et pour beaucoup au décrochage. Le nombre de ces élèves est devenu un scandale.

## A-t-on fait assez durant ce quinquennat ?

On ne peut lui attribuer tous les problèmes de l'école : on n'a pas quitté le paradis de la réussite scolaire pour l'enfer de l'échec. Il y a toujours eu un souci de l'échec scolaire. On a par exemple

créé les Rased (maîtres spécialisés dans la difficulté scolaire), que l'on supprime actuellement.

Mais faire réussir le plus d'enfants possible, quel qu'en soit le prix, n'est pas une priorité absolue. Au lieu de cela, la grande section de maternelle devient un quasi-CP. On crée ainsi massivement de l'échec en fixant la norme pour savoir lire à 6 ans – contre 7 ou 8 ans dans les pays scandinaves. Si l'on avait deux ans pour apprendre à lire, avec moins d'élèves par classe et un instituteur spécialisé qui tournerait dans l'école pour les aider, si l'on cessait de noter et de classer des élèves de 6 et 7 ans, il y aurait déjà moins d'échec.

Recueilli par VÉRONIQUE SOULÉ

